

Le Second Empire : Quelle puissance militaire ?



Le Second Empire est indissociable de celui qui a fait naître le régime, et qui a disparu avec lui, Louis-Napoléon Bonaparte. Personnalité contestée par ses contemporains, notamment Victor Hugo ou Émile Zola, il l'est aussi dans l'historiographie française. À son nom est attachée la tentation du populisme, qui cache son autoritarisme derrière le suffrage universel. Le bonapartisme a mauvaise presse, car il est ambitieux, militariste et conservateur. On lui reconnaît toutefois un attachement au progrès industriel, aux échanges commerciaux, une capacité d'adaptation politique, notamment après 1861 où le régime devient libéral jusqu'à organiser avant la défaite de Sedan des élections entièrement libres.

Mais, comme son illustre modèle que fut l'empire de Napoléon Ier, le Second Empire porte d'abord la marque des conquêtes et des victoires. Napoléon III a voulu la grandeur de la France et l'a recherchée sur tous les fronts et par tous les moyens : par l'essor économique, par une certaine forme de progrès social, et surtout par l'expansion militaire.

L'empereur fait feu de tous bois dans ce domaine. Ses campagnes ne sont pas toutes réductibles à un simple colonialisme, car l'homme est intéressé par les questions de développement social, de paupérisme, de liberté des peuples à disposer d'eux-mêmes. Quand il doit décider dans le domaine des opérations, son entourage est composé d'officiers mais aussi de saint-simoniens, attachés aux idées de progrès, de valeur du travail, d'équilibre social. Une victoire ne peut être seulement militaire, principe dont se souviendra Lyautey...

C'est pour freiner les ambitions de la Russie, qui a écrasé la France en 1814 et 1815, que l'empereur se lance dans la guerre de Crimée (1854-1856), remportant une victoire diplomatique incontestable lors du Congrès de Paris, malgré un succès militaire sanglant, avec près de 100.000 morts côté français. Il soutient l'unité politique italienne en envoyant ses troupes contre l'Autriche, remportant les victoires de Magenta et Solférino (1859).

C'est encore dans un but de libéralisme politique qu'il assume l'une des premières opérations humanitaires de l'histoire, l'expédition de 1861 au Liban, qui vise, avec un débarquement de 15.000 hommes, à protéger les chrétiens de la région contre les exactions commises par les Druzes

et que le sultan ottoman s'avère incapable d'arrêter. L'armée française gagne ainsi pour longtemps l'estime des Libanais.

Sous son règne, l'expansion française est impressionnante : la vallée du Sénégal est occupé malgré la brillante résistance du chef peul El Hadj Omar Tall, puis c'est la Guinée, le Dahomey, le Gabon. Dans le Pacifique, la présence française en Chine se renforce, mais surtout en Indochine où plusieurs protectorats sont établis après la défaite des troupes locales. Dans l'océan Indien, l'île de Madagascar est progressivement conquise, non sans brutalités.

La fierté de son règne est le parachèvement de la conquête de l'Algérie, pièce maîtresse de l'influence outre-mer de la France. Les derniers mouvements insurrectionnels sont étouffés, notamment Moqrani en Kabylie. Mais Napoléon III y manifeste très tôt le souci de protéger les Algériens musulmans des appétits des colons. Il écrit même le 6 février 1863, non sans un certain idéalisme : « La terre d'Afrique est assez vaste ; les ressources à y développer sont assez nombreuses pour que chacun puisse y trouver place et donner un libre essor, suivant sa nature, ses mœurs et ses besoins ». En juillet 1865, un sénatus-consulte offre aux « indigènes musulmans » la possibilité de jouir, à leur demande, des droits de citoyens français, proposition rendue inefficace par les tensions sur place entre les chefs de tribus, les religieux et les grands colons.

Mais le Second Empire c'est aussi l'aventurisme, qui brouille la clairvoyance du chef : l'empereur lance ses troupes dans des projets ambitieux aux objectifs mouvants, sans logistique suffisante, laissant ses généraux décider dans l'incertitude et ses soldats loin de leurs bases arrière, coupés de tout secours. C'est bien sûr l'affaire du Mexique, déclenchée en pleine guerre de Sécession, peut-être pour défendre le catholicisme et concurrencer les États-Unis. En 1867, l'affaire se termine mal, car elle dépassait les moyens et les forces du Second Empire. La leçon portera peu, puisque trois ans plus tard, malgré une armée mal préparée, en total déséquilibre face à son ennemi, Napoléon III déclenche la guerre contre la Prusse, guerre qu'a voulue Berlin mais qu'a provoquée Paris. L'empereur utilise l'armée et la guerre pour retrouver un prestige national. La France se retrouve isolée diplomatiquement. Dès les premières défaites dans l'Est, Paris

s'échauffe. Le 2 septembre 1870, c'est Sedan ; le 4 septembre, la République est proclamée. Le régime est tombé par la guerre...

L'armée lui est pourtant toujours restée fidèle, armée que Napoléon III a choyée. C'est une armée de métier, où l'on incorpore toutefois un contingent tiré au sort parmi les citoyens pour un service militaire de 7 ans, service rachetable pour ceux qui ont les moyens. La bourgeoisie et l'aristocratie en fournissent les cadres, qui sont loin d'être au repos : la plupart connaissent l'épreuve du feu en Algérie, dans les colonies. Pas de « planqués ». L'empereur ne parviendra pas pourtant à réformer cette armée : les différentes propositions de lois pour réduire le service, organiser une garde nationale mobile et renforcer les capacités échoueront. L'armée française en 1870 a l'illusion de la supériorité, illusion génialement entretenue par l'empereur, mais qui s'écrase sur la réalité...

L'histoire militaire du Second Empire dévoile la puissance d'une armée d'outre-mer, une armée d'aventuriers, qui demande le maximum à ses hommes, organisant des systèmes logistiques nouveaux, à plus de 2 mois de navigation de la métropole, une armée engagée sur tous les continents et qui échoue finalement chez elle, sur le sol national. Cette tragédie est riche d'enseignements, car on ne remporte pas la victoire sans préparation, sans légitimité politique ni diplomatique...